

Innovation *via* l'Alter Sommet ¹

Elisabeth Gauthier

Directrice d'Espaces Marx (France), membre du bureau de transform! europe et membre du Conseil national du Parti communiste français

Pendant longtemps, les discussions lors des conférences européennes, des forums sociaux et autres manifestations ont porté sur l'analyse de la situation (européenne) ou sur le développement de propositions alternatives. À l'heure où la crise s'aggrave de façon dramatique, la nécessité d'une stratégie concrète pour changer la situation européenne se fait de plus en plus pressante. Un tel défi européen s'avère d'autant plus compliqué si on considère que les réalités entre le Sud, l'Est et le Nord divergent grandement et que l'état de conscience et la nature des débats sont également politiquement et historiquement divergents. Cependant, la tendance commune est à la généralisation des politiques d'austérité et des formes de gouvernance autoritaire – dans certains pays, nous pouvons même parler de dévastation sociale et de catastrophe humanitaire. Il est de plus en plus admis que le changement dans les rapports de force au niveau d'un pays ne suffit plus pour effectuer des changements que ce soit au niveau national ou européen. La complexité de la structure du pouvoir multipolaire de l'UE ainsi que son déficit démocratique structurel rendent difficile toute intervention politique efficace. À l'heure actuelle, une initiative commune orientée de manière simultanée et uniforme à travers toute l'Europe semble inimaginable. Dans une telle situation, il est nécessaire d'explorer tous les leviers exploitables pour amorcer le changement social, mais aussi d'en trouver de nouveaux afin d'acquiescer la possibilité d'agir d'une manière, pour ainsi dire, multidimensionnelle. Il est également nécessaire de rendre partout visible et compréhensible la vraie nature de la confrontation

en Europe, qui n'est pas celle d'un conflit territorial entre nations ou régions mais bien celle d'un intense affrontement de classes engendrant un démantèlement radical des acquis sociaux et démocratiques. Ainsi, la mise en place de nouvelles alliances – aux niveaux national et européen – est devenue un enjeu crucial.

C'est pour cela que l'Alter Sommet (AS) a été conçu comme un processus permanent. Le sommet d'Athènes en constitue le premier événement d'importance.

Les forums sociaux européens ont encouragé la coopération d'acteurs divers et ont permis également l'émergence de nouveaux réseaux européens ainsi que de nouvelles thématiques. Néanmoins, leur nature non contraignante ne répond plus aux défis auxquels il faut faire face à une époque où la confrontation en Europe nécessite de faire avancer l'intérêt commun de manière concrète par des actions politiques et des revendications communes. Le principe d'un Alter Sommet répondant à ces défis de notre époque, de nombreux adhérents sont venus rejoindre le projet.

Les contours de l'Alter Sommet

L'Europe a besoin de façon urgente de forces capables de s'unir et d'agir contre l'austérité, et d'être également aptes à renouveler le système démocratique. Il faut un mode de coopération ouvert, flexible et qui en même temps possède une structure (un réseau) permanent permettant de mettre en place des processus de travail et des forces capables de réagir – ce que le Forum social européen, par exemple, n'a pas réussi à faire. Près de 200 organisations participent au réseau de l'AS. Le fait que l'AS soit soutenu par trois fédérations syndicales européennes au sein de la CES (syndicats du transport, des services publics et de l'éducation) ainsi qu'un grand nombre de syndicats nationaux (par exemple le syndicat britannique TUC) montre que des changements ont lieu dans la sphère syndicale² Des représentants de la CES ont également participé aux préparations de l'Alter Sommet et la Secrétaire générale de la CES a pris la parole lors de la session plénière à Athènes *via* un message vidéo. Il est de plus en plus évident que le pouvoir de négociation et de représentation des syndicats ne cesse d'être réduit, alors qu'en même temps la social-démocratie européenne en tant que partenaire politique est abandonnée en raison de son orientation de plus en plus sociale-libérale. Ainsi, pour la première fois, la CES a rejeté un traité européen, à savoir le Pacte budgétaire. Du fait de cette nouvelle configuration et de la crise, de nouvelles possibilités émergent et ouvrent de nouveaux espaces de dialogue avec des mouvements sociaux et de gauche.

Les mouvements sociaux font partie des réalités européennes, notamment dans le Sud, mais aussi dans certains pays de l'Est. En Espagne et au Portugal, des congrès publics ont lieu sur une base organisationnelle de la société civile

afin de définir une politique gouvernementale alternative face aux diktats de la troïka. C'est aussi dans ce cadre que la première grève générale transnationale a été lancée. En juin 2012 en Grèce et pour la première fois en Europe, une élection a marqué une rupture avec le système politique en vigueur dans l'UE. De nouvelles voix viennent s'ajouter à celles qui étaient déjà connues pour avoir montré combien nous nous étions engagés sur une voie dangereuse et sans issue. Des réseaux critiques d'économistes et de spécialistes en sciences sociales sont de plus en plus actifs. Des initiatives telles que le Forum subversif de Zagreb, l'« Université des travailleurs et des Punks » à Ljubljana ou encore la Coalition de la Résistance en Grande-Bretagne sont autant de nouvelles formes de résistance et d'opportunités de débats pour réfléchir à des alternatives. Des actions communes investissent les domaines de l'écologie, mais aussi ceux portant sur les services publics tels que l'éducation, le transport et la santé. D'autres actions communes se développent pour soutenir l'activisme contre les expulsions forcées en Europe méridionale et orientale ainsi que pour appuyer la solidarité envers les centres autonomes de soins grecs. De telles actions ont lieu également en faveur des droits des immigrés. Un point récurrent est celui de la lutte pour changer radicalement les missions et le mode de fonctionnement de la BCE. Dans un futur immédiat, la lutte contre l'Accord de libre-échange transatlantique pourrait être organisée à l'échelle européenne. Créer une nouvelle conscience européenne concernant les rapports de force et des alliances possibles avec des partenaires signifie dès lors rendre toute cette énergie visible, d'une part, et tisser un réseau entre ces différents acteurs, d'autre part. C'est le but que poursuit l'AS et il reste encore un long chemin à parcourir.

Le bilan d'Athènes

Lors de l'AS de juin 2013 à Athènes, la possibilité mais aussi la nécessité de trouver de nouvelles voies menant à un niveau inédit de coopération entre les mouvements, les réseaux et les syndicats ont été confirmées.

Certains objectifs importants ont été atteints. Cependant, il y a eu également des déceptions. On a pu noter l'absence de participation massive des pays européens – les mieux représentés étaient la Norvège, la France et l'Allemagne – et même de la Grèce. Il s'agissait d'une rencontre européenne des représentants d'organisations et de pays de toutes les régions européennes, animés par la volonté d'organiser non seulement une « résistance » commune, mais aussi de travailler ensemble afin de réfléchir à une alternative européenne.

Il a été en général reconnu que le Manifeste³ constitue un progrès important. Les longs mois de travail en toute transparence ont permis non seulement d'amener à des convergences et à des analyses communes, mais aussi de produire un texte « commun » actuel, et de définir à partir de cette base commune une réorientation radicale des structures européennes.

Les groupes de travail (« les assemblées ») organisés autour de thématiques précises ont été, quant à eux, plus compliqués. Le principal résultat a été l'adoption de projets pour des actions en cours, surtout là où les objectifs communs et les méthodes avaient été déterminés en amont du Sommet et là où l'articulation des différentes problématiques avec l'ensemble du projet et le Manifeste avait été préalablement élaborée. Encore une fois, nous avons constaté la difficulté qu'il y a à passer de la rédaction d'un manifeste européen à l'action commune. Même les écueils du Forum social européen, où les thématiques prises individuellement étaient simplement ajoutées et en un certain sens « isolées » les unes des autres, n'ont pu être évités. Le champ de réflexion à approfondir est actuellement le suivant : quels contenus, quels facteurs pourraient cristalliser efficacement la volonté commune en vue de changer l'Europe en profondeur ? C'est une question qui doit être abordée à la fois avec réalisme et ambition.

Un défi pour les partis politiques

En ce qui concerne les partis politiques, l'AS – au contraire des forums sociaux – cherche à instituer un dialogue avec les organisations politiques et les personnalités qui partagent les idées incarnées par l'AS et qui soutiennent activement le projet. Une distinction a donc été faite entre, d'une part, les forces et les partis politiques qui appuient l'austérité et le processus de dé-démocratisation et, d'autre part, ceux qui s'y opposent. La volonté de modifier le rapport de force implique également de discuter la question de la représentation politique et de l'exercice du pouvoir – et de réfléchir à la façon dont peuvent agir les mouvements, les syndicats et les réseaux, ainsi que les partis politiques, qui contestent le paradigme en place. En outre, à une époque où existe une grande tension entre la colère et l'impuissance, entre la critique de la situation actuelle et le poids de la doctrine néolibérale reposant sur le principe de renoncement, il est nécessaire de regrouper toutes les forces disponibles. Le doute est de plus en plus grand vis-à-vis du pouvoir du politique et de sa capacité à assurer le changement⁴. Au regard de la situation dramatique que nous connaissons, nous observons l'essor d'expériences proposant de nouvelles formes de coopération entre des protagonistes variés, où la règle est celle du respect total en ce qui concerne l'autonomie de tous les participants. En parallèle, des mouvements tels qu'« Occupy », caractérisés par une distanciation radicale vis-à-vis des structures existantes, présentent de nouveaux défis qui ont contribué eux-mêmes à changer la culture politique des organisations. Au sein de l'AS également a été abordée à cet égard la question sur les façons de créer des passerelles entre ces différents milieux. La comparaison entre différentes situations nationales a montré que pour beaucoup de ces grands mouvements (en Bulgarie, en Turquie), le manque significatif de soutien des

milieux politiques posait un problème. Un autre exemple est celui de la Grèce, où un grand nombre d'acteurs sociaux ont contribué à fonder Syriza.

Le Parti de la gauche européenne, le groupe parlementaire européen la GUE/NGL, les Verts français ayant publiquement déclaré leur soutien au projet, tout comme des parlementaires sociaux-démocrates et verts ainsi que la gauche anticapitaliste se sont engagées aux côtés de l'AS. La volonté de créer une hégémonie culturelle alternative constitue le point commun entre tous ces acteurs politiques et sociaux.

Quelles sont les prochaines étapes ?

Il faut établir de nouveaux modes de travail en commun, sans jamais perdre de vue l'ambition de l'AS qui est de modifier les rapports de force en Europe. L'AS veut éviter les meetings répétés et annuels qui risqueraient de devenir des coquilles vides. Nous devons atteindre une nouvelle qualité de débat et de réflexion. C'est pour cette raison qu'il est nécessaire d'imaginer un processus à plusieurs niveaux, qui ferait sens pour tous. Dans le cadre d'un processus de travail permanent, la réunion de travail d'octobre a défini les objectifs stratégiques globaux pour les dix prochains mois comme suit : « Il faut poursuivre la consolidation et l'expansion du réseau de l'Alter Sommet aux niveaux national et européen. Ceci ne constitue pas une fin en soi, mais contribue à augmenter notre capacité à intensifier le dialogue entre nous, conjointement en accord avec notre Manifeste, et d'agir avec la volonté de changer l'équilibre du pouvoir dans le but d'établir une nouvelle Europe. » Rendre possible la capacité de réagir, organiser des événements centraux, coordonner des initiatives décentralisées afin de créer une synergie commune à partir d'elles, créer et échanger des informations ciblées, promouvoir la solidarité et de nouvelles alliances, renforcer les confrontations à l'échelle européenne comme celles contre l'Accord de libre-échange transatlantique sont les thèmes à l'ordre du jour.

L'AS étant un réseau d'organisations dont une partie d'entre elles sont grandement représentatives, il est nécessaire d'adopter des modes de travail tout à fait clairs et transparents qui permettent aux organisations de participer en tant que telles. S'il s'avère possible de développer et partager des analyses et des projets dans le cadre de l'AS parmi les organisations participantes et de promouvoir ainsi une conscience commune, les bases pour une action commune et, ce faisant, pour une réorientation potentielle des rapports de force en Europe auront été jetées. À une époque où, pour beaucoup, le sentiment d'impuissance escamote l'instinct de rébellion, où le sentiment d'impuissance est renforcé par la situation européenne actuelle, où le manque de pouvoir d'interprétation rend tout mouvement difficile, où les divisions ne permettent pas de reconnaître facilement l'ennemi, mais aussi à une époque où la situation dramatique réclame une dynamique sociale et politique majeure du côté

des peuples, il faut explorer et suivre avec la plus grande des déterminations de nouvelles voies pour mettre à bas le règne du sentiment d'impuissance. Prendre conscience du fait qu'il existe des potentiels, des idées et des forces pour transformer l'Europe démocratiquement est ici un enjeu crucial. Il est aussi nécessaire de s'interroger sur le paradoxe existant dans de nombreux pays où des mouvements importants remettent en question les logiques de l'UE sans se coordonner entre eux. Ces derniers ne peuvent alors accéder au sentiment que leur travail fait partie d'un tout. À cet égard, l'un des enjeux les plus importants pour l'AS est de savoir s'il peut créer des convergences réelles entre les mouvements qui existent actuellement.

On peut observer des actions qui vont dans ce sens. Le but du Manifeste est de devenir un bien commun, un élément d'une action commune, un élément reliant les luttes diverses et qui serait approprié au sein des organisations, au-delà des spécialistes de l'Europe. Le Manifeste montre qu'il existe une vision commune, ici et aujourd'hui même, pour mener un changement fondamental en Europe en réponse à la crise dévastatrice. Il peut être utilisé – au niveau national et/ou européen – pour diverses luttes et confrontations afin de promouvoir l'unité européenne en ce qui concerne l'interprétation des actions à mener et empêcher le morcellement des forces vives. Une campagne basée sur le Manifeste est prévue.

Il est aussi nécessaire de déterminer quels sont les enjeux autour desquels des initiatives, des alliances et des mobilisations communes peuvent être ciblées et quels projets peuvent cristalliser et encourager une action commune. L'europanisation des luttes sociales nécessite un travail de sensibilisation sur ses dimensions européennes. La Présidence grecque à la tête de l'UE lors du premier semestre 2014 représente un nouveau défi. L'ouverture du nouveau siège de la BCE à Francfort, les affrontements autour du « bien commun », l'europanisation de la politique budgétaire nationale et la généralisation de la précarisation et de la paupérisation ont été les thèmes mis en avant et proposés par les groupes de travail de l'AS. Les campagnes européennes, les initiatives citoyennes et les conférences thématiques devront être organisées à l'avenir autour de certaines problématiques. Des expériences telles que l'Initiative des citoyens européens sur la question de l'eau, *Blockupy* ou encore la grève transnationale du 14 novembre 2012, sont considérées comme des points d'appui.

Certaines problématiques doivent être encore résolues telles que celles portant sur la manière dont les enjeux féministes (très présents dans le Manifeste) peuvent devenir la propriété commune de tous, celles portant sur l'articulation de la protection et des droits des immigrants avec les conflits en faveur des droits des populations actives, ou encore sur la façon dont les revendications sociales et écologiques peuvent être liées ensemble.

La question portant sur la nécessité d'une offensive contre les forces d'extrême droite à travers toute l'Europe a fait l'objet d'une grande assemblée thé-

matique. Il s'agit d'un défi primordial qui ne concerne pas seulement les spécialistes et les luttes antifascistes mais d'un défi que nous aurons à affronter à l'échelle européenne. La stratégie adéquate à employer dans la lutte contre l'extrême droite fait l'objet de larges débats parmi les mouvements sociaux. Une conférence sur ce thème précis est en projet.

Il est aussi relativement clair que 2014 sera l'année du centenaire du début de la Première Guerre mondiale et constituera une occasion pour aborder la question du rôle de l'Europe dans le monde. En outre, l'Accord de libre-échange transatlantique sera sans aucun doute une question très mobilisatrice. Il en sera de même lors de l'ouverture du nouveau bureau de la BCE à l'automne 2014, et se pose également la question de la possibilité d'encadrer plus en avant les banques centrales nationales. Des réseaux ou des groupes de réseaux ont l'intention d'entretenir la dynamique à travers l'organisation de conférences thématiques. Combattre l'austérité ensemble reste le point central des convergences qui peuvent se renforcer à l'avenir d'autant plus que les budgets nationaux sont de plus en plus contrôlés par l'UE.

Les prochaines élections européennes (mai 2014) sont, elles aussi, fréquemment citées comme étant une occasion pour modifier les rapports de force. Il est primordial aujourd'hui de ne pas rester enfermé dans des formes traditionnelles – celles où les mouvements ont tendance à se tourner vers des candidats politiques pour adresser leurs appels et demandes – et d'utiliser ce moment éminemment européen de façon efficace. Aussi, l'AS s'immiscera de façon autonome dans les débats pour promouvoir son Manifeste. Reste à déterminer quelles formes une telle ambition pourrait prendre. L'innovation est dès lors une nécessité ! ■

Notes

- 1) Ce texte est une version actualisée (après la réunion au mois d'octobre) d'un article publié dans la revue allemande *Sand im Getriebe*, septembre 2013.
- 2) Sur le site www.altersummit.eu sont disponibles le Manifeste des peuples en plusieurs langues, la liste des organisations qui participent, les rapports des réunions à Athènes ainsi que des informations.
- 3) Voir Steffen Lehndorff, « Les syndicats dans la crise européenne ». In *Transform!* 12/2013.
- 4) Voir l'étude réalisée en 2012 : Richard Detje / Wolfgang Menz / Sarah Nies / Dieter Sauer / Joachim Bischoff, *Krisenerfahrungen und Politik*. Hambourg VSA 2013.